AMNESTY INTERNATIONAL
Index AI : MDE 14/038/2003

ÉFAI

DOCUMENT PUBLIC
Londres, mars 2003

IRAK

Réfugiés et personnes déplacées : la protection avant tout

Index AI : MDE 14/038/2003

•

ÉFAI

•

Le conflit armé constitue la première cause de déplacements massifs de réfugiés, les atteintes aux droits humains étant à la fois origine et conséquence de ces déplacements. Et la guerre en Irak ne fait pas exception. Outre quelque 400 000 réfugiés irakiens vivant déjà à l'étranger et près d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays, on compte que plusieurs milliers quitteront leur foyer pour se mettre en sûreté. Les flux massifs attendus risquent d'être majoritairement composés de femmes et d'enfants.

Ayant déjà exprimé ses craintes que les États voisins ne ferment leurs frontières aux personnes tentant de fuir l'Irak, Amnesty International préconise qu'elles restent ouvertes. De récentes informations reçues par les délégations de l'organisation dans la région sont venues corroborer ces inquiétudes. Jeudi 20 mars, le parlement turc a adopté une proposition autorisant le déploiement de troupes dans le nord de l'Irak. Amnesty International redoute qu'elles ne servent à faire barrage au flux de réfugiés provoqué par l'attaque que dirigent les États-Unis contre l'Irak. L'Iran a déjà fait savoir que ses frontières ne seraient pas ouvertes à tous et que seules les personnes fuyant pour sauver leur vie seraient autorisées à entrer sur son territoire. Quant au Koweït et à l'Arabie Saoudite, les informations reçues laissent présumer que leurs frontières seront fermées aux réfugiés irakiens. À la suite de l'intervention du Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), la frontière syrienne a été rouverte et des préparatifs sont d'ores et déjà engagés pour installer des camps de réfugiés. En outre, un certain nombre de ressortissants de pays tiers désireux de se mettre en sécurité ont commencé à affluer en Jordanie. Dans le nord de l'Irak, il semble qu'une grande partie de la population se dirige vers les régions montagneuses afin de s'y réfugier, bon nombre craignant que les forces irakiennes ne se livrent à des attaques – y compris avec des armes chimiques.

Le HCR a lancé un premier appel pour collecter la somme de 56 millions d'euros, afin de prendre en charge quelque 600 000 réfugiés. Jusqu'à présent, il n'a reçu que 20 millions d'euros et l'assurance de certains pays qu'ils lui alloueraient des fonds. Amnesty International craint malgré tout que les pays donateurs ne parviennent pas à fournir des garanties d'assistance suffisantes au HCR et aux pays voisins de l'Irak, compromettant ainsi leur capacité à faire face aux afflux massifs de réfugiés. Par ailleurs, l'organisation s'inquiète de ce que le HCR risque de ne pas être autorisé à s'occuper des réfugiés ou à leur apporter sans restriction assistance et protection conformément à son mandat. L'organisation nourrit des craintes similaires en ce qui concerne les autres organisations de secours humanitaire.

Selon certaines sources, des procédures de sécurité seront mises en place aux frontières avec l'Irak et dans les zones environnantes. Des représentants des États voisins ou des membres des forces alliées des États-Unis procéderont au « filtrage » des personnes tentant de fuir le pays. Amnesty International redoute que ces mesures de sécurité n'entravent le droit de chercher asile en d'autres pays ou ne donnent lieu à des pratiques discriminatoires et arbitraires. S'il est nécessaire de veiller à ce que les personnes impliquées dans de graves atteintes aux droits humains en Irak ne puissent pas échapper à la justice, en aucun cas une personne ne devrait être renvoyée en Irak si elle encourt le risque de « disparaître » ou d'y être soumise à des violences, notamment à des actes de torture et à une exécution arbitraire.

Aussi, Amnesty International demande-t-elle à tous les gouvernements, et particulièrement aux parties engagées dans ce conflit et aux États limitrophes, de veiller sans plus attendre au respect des droits des réfugiés irakiens, des personnes déplacées et d'autres personnes fuyant l'Irak. Ceux-ci doivent bénéficier de protection et d'assistance, conformément au droit humanitaire et aux normes internationales relatives aux réfugiés et aux droits humains.

Amnesty International exige notamment que soit respecté le principe fondamental de non-refoulement. Pilier de la protection internationale des réfugiés, ce principe interdit le renvoi de personnes menacées de graves violations de leurs droits fondamentaux. Il doit être scrupuleusement observé et s'applique tout autant en cas d'afflux massifs de réfugiés. Il impose aux États de ne pas refouler les réfugiés ni les demandeurs d'asile aux frontières, ce qui constituerait une violation directe du droit international.

Aussi Amnesty International exhorte-t-elle les États à veiller à ce que :

– les frontières restent ouvertes

Amnesty International rappelle que le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays est une clé de voûte du système international de protection des réfugiés. En outre, même si le droit international impose de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de garantir la sécurité des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, leur protection doit être assurée sans porter préjudice à ce droit fondamental. L'organisation tient à souligner que la procédure d'identification des éléments armés ou représentant une menace pour la sécurité ne doit pas compromettre le droit de chercher asile ni donner lieu à des pratiques discriminatoires ou arbitraires. Tout en gardant ces éléments à l'esprit, les frontières devraient rester ouvertes :

- à tous les réfugiés irakiens et demandeurs d'asile sans discrimination – se fondant notamment sur le sexe et l'âge – conformément à la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et à son Protocole de 1967, et en accord avec le droit international coutumier, qui interdit à tous les États de renvoyer des personnes vers une situation où elles risquent d'être victimes de graves atteintes aux droits humains ;

- aux ressortissants de pays tiers et aux apatrides fuyant devant les violations de leurs droits fondamentaux en Irak ;

– la protection des réfugiés et des personnes déplacées constitue une priorité

Amnesty International fait valoir qu'une protection pertinente des réfugiés suppose leur protection juridique, physique et sociale, y compris une assistance appropriée. Dans la pratique, cela signifie que :

- les camps (accueillant des réfugiés irakiens ou des ressortissants de pays tiers) doivent être installés à une distance suffisante de la frontière et doivent être aménagés et gérés en tenant compte des droits et du caractère vulnérable des réfugiés, en particulier des femmes et des enfants ;

- la vocation civile et humanitaire des camps doit être maintenue à la fois au sein de la population réfugiée elle-même et dans la création, la gestion et l'administration des camps ;

- un accès sûr et rapide à l'aide humanitaire doit être garanti (nourriture suffisante, eau potable, vêtements, abri, soins médicaux et installations sanitaires) et les normes relatives aux droits humains doivent régir l'accueil et le traitement des réfugiés, notamment en veillant au respect du principe de non-discrimination, tout particulièrement en ce qui concerne le sexe et l'âge ;

- les réfugiés et les demandeurs d'asile, y compris les ressortissants de pays tiers ou les apatrides, doivent bénéficier d'une réelle protection, incluant une procédure d'enregistrement juste et satisfaisante qui tienne compte du sexe et de l'âge et, s'il y a lieu, une procédure individuelle de détermination du statut de réfugié ;

- le HCR doit pouvoir accéder librement aux zones frontalières et rencontrer tous les réfugiés et demandeurs d'asile ;

- le HCR doit bénéficier de la coopération de toutes les parties concernées, afin d'être en mesure de fournir protection et assistance conformément à son mandat ;

- des observateurs indépendants chargés de veiller au respect des droits humains doivent pouvoir accéder aux camps et aux régions frontalières ;

– la communauté internationale respecte le partage des responsabilités en matière de protection des réfugiés

Amnesty International souligne que face à des afflux massifs il incombe aux États favorisés d'apporter une aide financière et matérielle aux pays voisins accueillant des réfugiés. La protection des droits humains des réfugiés constitue une obligation internationale et ne peut pas être laissée entièrement à la charge des États limitrophes de l'Irak, dont certains donnent déjà asile à des centaines de milliers de réfugiés. Les modalités du partage des responsabilités concernant les Irakiens soumis à des déplacements forcés devraient par conséquent :

- être dictées par la nécessité de protéger les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées, et reposer sur le respect des droits fondamentaux ;

- garantir le rôle central du HCR en matière de protection et d'aide aux réfugiés ;

- inclure un soutien financier adéquat et opportun pour permettre au HCR de s'acquitter convenablement de sa mission ;

- tenir dûment compte de la nécessité indéfectible du HCR et de la communauté internationale dans son ensemble d'offrir protection et assistance au regard d'autres situations impliquant des réfugiés ;

- faire en sorte que les Irakiens qui se trouvent dans des pays non limitrophes ou arrivent à leurs frontières reçoivent une réelle protection sur le territoire de ces États, en bénéficiant d'une procédure juste et satisfaisante et en échappant à la détention arbitraire, notamment fondée sur leur nationalité ;

- prévoir des garanties pour que l'argent promis soit alloué au plus tôt et qu'il soit géré par des organisations et entités qui apportent leur aide aux réfugiés dans la transparence, l'efficacité et l'obligation de rendre des comptes.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre XXXXXXXXXXXXX.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL – ÉFAI – XXXX 2002.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI – IS documents.

Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : ***www.efai.org***

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :